



Contre-jour

Retours sur soi

Être afghan

par Georges Lefeuvre

au-delà de leurs irréductibles querelles, les Afghans, quelle que soit leur origine ethnique, sont fort jaloux de leur indépendance et de l'inviolabilité de leur territoire. Rien actuellement ne donne à craindre la partition d'un pays pourtant écartelé entre les Pachtounes et les ethnies du Nord associées aux Hazaras du centre. « Être afghan » a bien un sens. Chercher à le préciser, c'est se trouver confronté à des paradoxes qui font sans doute la richesse du pays mais aussi ses difficultés à retrouver un équilibre bousculé par vingt-trois ans de conflits.

Tous les peuples d'Afghanistan ont ce sentiment fort de partager une maison commune, située à l'épicentre du fameux « grand jeu » pour le partage des Empires d'Orient et qu'il convient de défendre des attaques venues de tous bords. Être afghan, c'est d'abord être le fils des combattants qui ont chassé les Anglais devenus maîtres de l'Empire des Moghols ; le fils de ceux qui ont contenu les visées des Russes – maîtres de l'Empire Chabbanide depuis la prise de Tachkent en 1865 – puis des Soviétiques qui ont mis en déroute l'émir de Boukhara en 1921 ; de ceux qui ont accueilli les Basmatchi dans les années trente, lorsque, défaits par la puissance soviétique, ils traversèrent difficilement l'Amou Daria, « le Coran sur la tête », dit-on. Être afghan aujourd'hui c'est, dans la même veine, avoir mis en échec la puissante armée d'occupation soviétique, au terme de dix ans de combats héroïques, entre décembre 1979 et février 1989.

La jalousie territoriale est ainsi une constante d'identification nationale, mais seuls les Pachtounes ont toujours fait une surenchère nationaliste clairement exprimée, parce que l'Afghanistan fondé en 1747 est d'abord une confédération de tribus pachtounes et que le mot « afghan » (prononcer « awrân ») en langue persane veut dire « pachtoune ». Les chefs d'État ont toujours été pachtounes, y compris pendant la période communiste (1978-1992). Les deux seules exceptions ont été brèves :

l'aventure d'un Tadjik de la vallée de Shomali qui défait le roi Amanullah en janvier 1929 et fut surnommé avec mépris Bacha-i-Saqao, « le fils du porteur d'eau », autant dire le fils de personne, avant d'être lui-même immédiatement chassé du pouvoir au bénéfice de Nader Shah, le père de Zaher Shah, actuellement en exil. La deuxième expérience fut plus longue et difficile, entre 1992 et 1996, quand le commandant Massoud était l'homme fort de Kaboul sous la présidence d'un autre Tadjik, Burhanuddin Rabbani.

Pendant les quarante ans du règne pacifique de Zaher Shah (1932-1973), toutes les pièces de ce grand puzzle ethnique, Pachtounes non tribalisés du Nord et de l'Est, Pachtounes fortement tribalisés du Sud, Tadjiks, Hazaras chiites, Ouzbeks, Turkmènes, s'emboîtaient à peu près bien les unes dans les autres, mais dans des rapports complexes de domination et de soumission qui donnaient l'avantage non discuté aux Pachtounes et plaçaient les Hazaras chiites au bas de l'échelle, le tout réuni sous la bannière d'un État minimum. La crise qui commence en 1978 avec l'arrivée au pouvoir des communistes a évidemment changé la donne, pour plusieurs raisons : l'échec de la reconstitution de l'État, les mutations démographiques et l'isolement du pays.

De 1992 à 1996, la guerre de Kaboul et l'incapacité de ses vainqueurs à reconstituer un État plongent le pays dans le chaos. Être afghan à cette époque, c'est chercher à survivre dans un pays divisé en coupes mal réglées par une myriade de commandants issus du djihad. L'arrivée des Taliban marque le retour des Pachtounes dissimulés derrière l'étendard de la charia. Les grands tribaux se taisent, acquiescent même, puisque les Taliban, au nom d'une valeur qui n'est pas une référence à l'ethnie, rétablissent cependant la primauté pachtoune, qu'ils jugent légitime, sur l'ensemble du pays. Mais les Taliban échouent également à créer des structures d'État ; ils s'en désintéressent même totalement, gèrent les bonnes mœurs mais ne gouvernent pas. C'est d'ailleurs bien le principal reproche que leur adressent dès 1999 les assemblées d'anciens (*jirga*) de la province du Paktya. Néanmoins, la sécurité est assurée dans les villes et les campagnes et, puisque les Taliban ne gouvernent pas, le puzzle traditionnel retrouve quelques-uns de ses emboîtements. Après avoir rêvé d'un Hazarajat quasi autonome et débarrassé des Pachtounes, le paysan chiite hazara plie à nouveau l'échine depuis le retour des propriétaires terriens, nomades d'ethnie pachtoune. Les métayers ouzbeks et turkmènes du Nord refont allégeance à des propriétaires pachtounes, ces descendants des anciens colons, dont ils espèrent qu'ils creuseront des puits et achèteront des pompes puissantes pour faire jaillir l'eau et replanter vignes et fruitiers. Être pachtoune sous le pouvoir des Taliban, c'est accepter peu ou prou l'application rigoriste de la charia en échange du retour de la suprématie pachtoune. Être hazara, ouzbek ou turkmène, c'est peut-être s'accommoder des soumissions ancestrales, par peur du retour de la guerre. En septembre 2001, le paysan turkmène engrange de l'herbe sèche pour

ses chameaux, sans trop se préoccuper de ce qui se passe de l'autre côté de la ligne de front, et encore moins dans le reste du monde.

Le 11 septembre 2001 et les jours suivants, être afghan dans les zones contrôlées par les Taliban (les neuf dixièmes du pays), privées de son et d'images, c'est ne rien savoir de ce qui se passe à l'extérieur. Le 12 au matin, les habitants de Kaboul commentent l'attentat du 9 septembre contre le commandant Massoud mais ignorent encore, dans leur grande majorité, la tragédie du World Trade Center. L'information, souvent déformée, se propage cependant au rythme lent des camions sur la route du Hazarajat que j'emprunte pour me rendre à Mazar. Le 15, les paysans isolés à Kokabad, au-delà de Balkh, ignorent toujours les événements de Manhattan mais savent que le général Doustom s'appête à revenir en force. Ils ne comprennent pas bien pourquoi et s'en inquiètent. Être paysan afghan en ces jours-là, toutes origines confondues, c'est vivre dans l'œil du cyclone, où tout est calme alors que la tempête se déchaîne aux alentours. C'est ignorer totalement que le pays est accusé d'être le sanctuaire de dangereux terroristes internationaux. Et les citadins, qui le devinent peut-être car la présence arabe est devenue des plus voyantes, ne cherchent pas à en savoir davantage. La préoccupation majeure est de survivre à une sécheresse qui vient encore aggraver la pauvreté ambiante.

Être afghan tadjik, en revanche, et vivant de l'autre côté de la ligne de front, dans les hautes vallées du Panshir et du Badakhshan, c'est se souvenir de l'expérience ratée de 1992-1996, se souvenir de l'humiliation d'avoir été contraint de fuir, refuser désormais l'absolue suprématie pachtoune parce que le djihad mené derrière le glorieux commandant Massoud a donné une légitimité historique à l'ambition de prendre une part de pouvoir et d'initiative pour l'avenir du pays. Et puis, première minorité de l'Afghanistan, les Tadjiks aiment à croire que leur nombre se rapproche de celui des Pachtounes. Aucune étude démographique récente ne permet de disposer de données fiables. Alors les Tadjiks d'aujourd'hui entendent être présents sur la scène politique ; et les Ouzbeks de Doustom et des Hazaras du Hezb-i-Wadat trouvent intérêt à s'engouffrer dans la brèche.

Et les Taliban ? Mis à part quelques oligarques regroupés autour du Mollah Omar dans l'assemblée (*shura*) de Kandahar et qui sont certainement compromis avec les réseaux de Al Qaida qu'on appelle aussi Taliban « arabes », les Taliban ordinaires sont des Pachtounes moyens. Même les membres de la *shura* de Kaboul, qui tenait lieu de gouvernement mais ne pouvait rien faire sans en référer à celle de Kandahar, n'étaient ni des politiques, ni des militaires, ni des administrateurs. Les Taliban font une lecture extrémiste de la charia mais ne sont pas des sanguinaires. Non structurés en parti politique ou même en mouvement organisé, ils ne sont véritablement qu'un accident de l'Histoire, simple phénomène qui disparaît s'il n'est plus dans le champ de la conscience politique. Les Taliban sont donc pour la plupart solubles dans la société pachtoune. Le 17 novembre, à en croire *Le Monde*, « Jalaluddin Haqqani,

ministre des Frontières, a retiré son turban noir pour reprendre son indépendance ».

Ainsi vont l'Afghanistan et les Afghans en cette fin 2001. À défaut de trouver rapidement le chemin de la modernité politique, c'est d'une recomposition sociale dont le pays a besoin, comme plate-forme de paix. Les minorités du Nord et du centre sont installées à Kaboul et dans les grandes villes du Nord-Ouest au Nord-Est. Les Pachtounes qui s'étaient endormis derrière l'écran taliban sont pris de court. La réorganisation des khans autour du commandant Karzaï semble laborieuse, et les anciens partis politiques basés à Peshawar patinent. Décidément, la recomposition sociale ne sera pas tout à fait celle de l'Afghanistan traditionnel mais marquera peut-être enfin, par une nouvelle dynamique, son entrée dans l'Histoire.

En attendant, être un Afghans de vingt ans, c'est n'avoir connu que la guerre et sa cohorte de misères, une adolescence triste, un peu plus calme dans la relative paix sociale instaurée par les Taliban, mais rarement le chemin de l'école. De très jeunes bandits viennent de faire leur réapparition sur les axes routiers. Ils attaquent des convois et assassinent ; les rafales de kalachnikov remplaceront encore quelque temps la récitation de l'alphabet.

Être afghan de la diaspora, en France, en Allemagne, au Canada ou ailleurs, c'est ne plus savoir comment revenir tant le fossé est énorme entre l'Afghanistan d'aujourd'hui et le souvenir qu'on en a – du moins pour les citadins – ou simplement ne plus pouvoir revenir tant on a fini, après parfois une vingtaine d'années, par pousser ses racines ailleurs.

Mais « être afghan » signifiera longtemps encore être fier de son indépendance sur le territoire inviolable de l'Afghanistan. Et lorsqu'un jour, voyageur dans un pays en paix, vous passerez le seuil de la maison de n'importe lequel d'entre eux, on vous y accueillera comme un roi dans une miniature persane. « Que voulez-vous qu'il nous arrive de pire que ce que nous avons déjà vécu, me disait-on à Mazar à la veille des grandes tourmentes de cet automne, nous avons déjà perdu nos fils et nous n'avons plus d'eau. Mais prenez plutôt du melon, il est doux et vous préservera de la soif... ». ■

Les Saoudiens et Ben Laden

par Loulouwa T. Al Rachid

avant la date fatidique du 11 septembre, la question de l'identité saoudienne soulevait peu d'intérêt à l'extérieur du royaume et s'abîmait souvent dans les fantasmagories et les clichés habituels sur l'opulence et l'oisiveté des principaux concernés, quand

ce n'était pas l'ignorance pure et simple. Il était entendu que cette monarchie pétrolière, dirigée par la dynastie des Al Saoud, était non seulement acquise au camp occidental, mais l'allié le plus sûr dont puissent disposer les États-Unis dans une région troublée. Par contraste, le pays offrait au monde l'image rassurante d'un partenaire modéré facilement mobilisable tant pour apaiser les multiples conflits du Moyen-Orient que pour veiller à la stabilité des marchés pétroliers. Ses ressortissants, touristes comme étudiants, étaient quant à eux partout crédités d'un fort pouvoir d'achat et jouissaient par conséquent d'une liberté de circulation sans entraves aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.

L'impensable s'est pourtant produit : des kamikazes, majoritairement saoudiens, ont érigé leur propre mort en arme absolue contre l'Amérique, perpétrant ainsi la plus meurtrière des actions terroristes. Oussama Ben Laden, le « milliardaire d'origine saoudienne » selon la dénomination désormais consacrée par les médias, est alors désigné comme l'ultime commanditaire de cette tragédie qui a frappé les symboles de la suprématie militaire et économique des États-Unis. Très vite, les suspicions rattrapent le régime saoudien : il est désormais sommé d'établir la clarté sur ses liens, en particulier financiers, avec la nébuleuse islamiste. Outre-Atlantique, la presse et certains politiciens font même mine de découvrir son visage véritable et en appellent à une réévaluation de la formule « pétrole contre sécurité militaire » au fondement de la relation spéciale qu'entretiennent les États-Unis et la monarchie saoudienne depuis la Seconde Guerre mondiale.

Bien qu'il soit très difficile de savoir ce qui se passe vraiment dans ce pays fermé, surveillé et muselé par une censure vigilante, une chose est sûre : l'anti-américanisme de la population est à son comble. Indignée par les interpellations et la quasi-chasse aux Saoudiens présents en nombre dans les universités américaines, doutant de la culpabilité de Ben Laden et certaine de l'innocence du peuple afghan, celle-ci a du mal à contenir tant sa colère que sa satisfaction. À ses yeux, les attentats du 11 septembre imposent enfin l'Islam comme une entité qu'il faut prendre au sérieux, et non mépriser et exclure. Quant aux États-Unis, les attentats leur signifient que tout finit par se payer. Leur forte présence militaire dans le Golfe, que d'aucuns assimilent à une force d'occupation, leur partialité dans le conflit israélo-palestinien, enfin leur acharnement contre l'Irak ne sauraient perdurer en toute impunité.

Mais le véritable enjeu pour les Saoudiens est sans doute ailleurs : Ben Laden enflamme les sentiments identitaires d'une population longtemps exposée au persiflage et aux rancœurs des frères arabes au point que certains d'entre eux en arrivaient même à s'excuser de leur nationalité, voire à s'en cacher. Car, dans l'ensemble du monde arabe, pour ne rien dire de l'imaginaire occidental, leur pays était perçu comme un bloc de féodalité, un univers archaïque et obscurantiste peuplé de princes arrogants, de bédouins arriérés, de fanatiques religieux et de femmes bâchées. Toujours selon cette perception, la greffe moderniste réalisée grâce à la

manne pétrolière (infrastructures sophistiquées, *fast food*, centres commerciaux, véhicules tout terrain...) n'aurait touché que superficiellement une société, au demeurant très fermée, extrêmement hiérarchisée et ingrate envers sa main-d'œuvre essentiellement immigrée. Le poète syrien Nizar Qabbani avait ainsi subsumé les Saoudiens (ainsi que leurs voisins du Golfe) sous le visage peu glorieux d'*Abou Jabl*, ce « père de l'ignorance », rentier à la richesse ostentatoire et égoïste, hypocrite « valet de l'Occident » inondant de pétrodollars le moindre îlot de réflexion indépendante et imposant ses normes, en particulier religieuses, et son (mauvais) goût à tous.

Or Ben Laden offre enfin à ses ex-compatriotes l'occasion d'en finir avec ces stigmates qui ont décidément la vie dure. À travers lui, c'est une volonté de revanche, un rêve de dignité retrouvée et un idéal de pureté qui sont projetés et vécus par procuration. Il renoue ainsi avec la figure du mystique aguerri et jusqu'au-boutiste, celle du héros marginal qui parvient à épouvanter les plus puissants et dont le courage tranche avec la lâcheté et l'immobilisme attribués aux dirigeants actuels. N'a-t-il pas abandonné la facilité d'une vie de palais à laquelle tout semblait le prédestiner pour mener le jihad contre les infidèles, jadis soviétiques, aujourd'hui américains ? Par ailleurs, en se référant à la « Péninsule de Mahomet » et non pas à l'épithète « saoudite » pour désigner sa terre natale, ne fait-il pas voler en éclats les ingrédients d'une autre mystification, celle qui a accompagné la construction de l'identité nationale « saoudienne », et tout particulièrement l'image que le régime entendait donner de lui, tant à l'intérieur qu'à l'étranger ? Il n'est certainement pas superflu ici de rappeler la dimension fondamentalement religieuse d'une construction politique associée dès ses origines à un mouvement de prédication et à une interprétation rigoriste du texte coranique, à savoir le wahhabisme. L'État qui s'est installé en Arabie en 1932, après la conquête de la majeure partie de la Péninsule par le futur roi Abd al-Aziz Ibn Saoud, n'a eu de cesse de s'abriter derrière la vieille rengaine selon laquelle il n'a que le Coran pour Constitution. Et l'on sait que cette instrumentalisation extrême de la religion a servi les ambitions d'un État familial bloquant toute participation politique citoyenne. Pour sa part, la société tout entière a été livrée, à des fins d'homogénéisation, à un corps de religieux dont les fatwa (environ un millier par an) régissent tous les compartiments de la vie, y compris les sphères les plus intimes. L'identité saoudienne peut-elle alors continuer à opérer sans cette transcendance wahhabite ? Que reste-t-il de la légitimité exclusive de la maison des Saoud lorsque cette même instance religieuse sort de ses prérogatives classiques et affirme son droit à réglementer aussi le champ politique ?

Autant de questions que le phénomène Ben Laden pose aujourd'hui violemment. Bien que déchu de sa nationalité, ce dernier demeure le rejeton d'une société et d'une histoire particulières où il est loin de représenter un phénomène isolé. Il rejoint

là Fayçal al-Douwaysh qui a mené la révolte des *Ikhwan* (1927-1930), cette fraternité wahhabite en qui le fondateur du royaume avait vu, à tort, un docile bras armé pour « saoudiser » la société et sédentariser une population à l'époque majoritairement bédouine. La confrontation était alors née de l'obstination des *Ikhwan* à porter leur foi aussi loin qu'ils le pouvaient, au mépris des frontières, en particulier celles des protectorats britanniques dans le Golfe. Plus près de nous, en novembre 1979, Jouhayman al-Otaibi, à la tête de plusieurs centaines d'étudiants en religion – pré-curseurs des Taliban afghans ? – avait pris d'assaut la Grande Mosquée de La Mecque afin d'imposer aux Saoud le retour aux fondamentaux du wahhabisme et l'arrêt de toute compromission avec les États non islamiques. Dans un cas comme dans l'autre, l'ordre saoudien ne fut rétabli qu'au prix d'une intervention extérieure, bombardements de la Royal Air Force pour le premier et intervention du GIGN français pour le second. On ne s'étonnera donc aujourd'hui ni de l'attitude embarrassée des autorités saoudiennes, qui ne soutiennent pas franchement la guerre en Afghanistan, ni de la violence de leur mutisme face à leur ancien protégé devenu ennemi public international. Sur fond de réelles difficultés économiques (chômage, déficits publics) et de pression démographique, l'armée d'oulémas et d'activistes wahhabites du royaume ne peut que se radicaliser et faire de cette autre alliance tacite avec les Infidèles son principal cheval de bataille. L'identité saoudienne finit par perdre sa prétendue immuabilité, et ne convainc personne lorsqu'elle prétend faire coexister sous le même toit politique rigorisme religieux, *pax americana*, et sempiternels couples d'opposants symétriques du style « tradition et modernité » ou « changement et continuité ». Ses apories deviennent intenable et il lui sera très difficile de faire l'économie d'un véritable examen de conscience. Dans une certaine mesure, les Saoudiens sont devenus des Arabes comme les autres, confrontés aux mêmes problèmes, aux mêmes dilemmes. L'avenir du wahhabisme est incontestablement lié à celui de la dynastie des Al Saoud et vice versa ; l'un comme l'autre auront sans doute plus de mal à s'imposer sur un espace national de création récente et à une société qui se souvient d'avoir porté des identités historiques, culturelles, confessionnelles et même géographiques différentes. La péninsule arabe reste tributaire de ces tropismes anciens et refoulés. La maison des Saoud, quant à elle, ferait bien de méditer le destin de Sheikh Ben Kadem de l'Émirat de Dofa. Albert Cossery, dans son roman intitulé *Une ambition dans le désert*, raconte comment ce dernier organisa des attentats terroristes afin de réaliser son désir de puissance et d'attirer l'attention des grands de ce monde. ■

Le tournant patriotique américain

par Denis Lacorne

Une « guerre facile » n'est pas une guerre facile à gagner, mais facile à justifier devant l'opinion publique, une guerre de riposte qui « coule de source ». L'intervention américaine en Afghanistan rappelle en ce sens la guerre hispano-américaine de 1898 et la participation, tardive mais décisive, aux deux Guerres mondiales. Les guerres difficiles à justifier étaient les guerres du Vietnam, du Golfe, et les interventions en Somalie, en Haïti, en Bosnie et au Kosovo. Jamais un président mal élu, ignorant tout de la politique étrangère et des affaires stratégique-militaires, qui de surcroît perdait le contrôle du Sénat quelques mois après son élection, n'a eu autant de chance : les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone justifiaient la riposte, sans qu'il fût nécessaire d'expliquer réellement pourquoi Ben Laden était l'ennemi numéro un et pourquoi il fallait nécessairement abattre le régime taliban, quitte à faire alliance avec l'un des plus cruels seigneurs de guerre de la région, le général Rachid Doustom.

Vue de France, la riposte américaine est souvent décrite par les intellectuels comme précipitée, disproportionnée, injustement cruelle pour les populations civiles, dangereusement impérialiste, bref une énorme régression dans les relations internationales. Ces inquiétudes ou ces critiques n'ont pas cours aux États-Unis, ou si peu, pour une raison simple : le territoire était attaqué et les morts étaient des proches, des amis d'amis, de sympathiques civils dont la presse dresse chaque jour d'émouvants portraits sous la forme de petites vignettes nécrologiques. Les morts étaient des Américains comme les autres ; non pas, comme on avait pu le croire naïvement, d'arrogants banquiers, mais des représentants de toutes les professions, de toutes les classes et de toutes les ethnies. L'Amérique des chefs d'entreprise, des directeurs de banque, des grands financiers et des gros avocats d'affaires, dispersés dans tout Manhattan, avait été épargnée. Les tours ne regroupaient que des cadres intermédiaires de la finance et du commerce et surtout des employés administratifs et du personnel d'entretien... C'est bien l'Amérique profonde qui avait été touchée et c'est elle qui répondait avec une étonnante imagination patriotique, réinventée de toutes pièces par des générations qui n'avaient connu aucune des grandes guerres américaines et pour lesquelles celle du Vietnam n'évoquait que de vagues histoires de famille ou de pieux souvenirs cinématographiques.

La profusion des drapeaux, les dons de sang, la multiplication des prières publiques et des veillées, l'accueil triomphal fait aux soldats revenus du « front » des opérations aéro-navales, manifestent de façon concrète et spontanée un patrio-

tisme fort qui ne peut que déconcerter l'étranger, habitué aux vieux stéréotypes d'une Amérique égoïste et individualiste, supposée incapable de manifester le moindre sens du sacrifice, à jamais affaiblie par les manifestations tardives du syndrome du Vietnam, pour qui les seules guerres envisageables étaient du type « zéro mort ». Cette dernière conception n'est plus de mise, même si les autorités militaires américaines ont compris, fort intelligemment, l'intérêt qu'il y avait à se battre par personne interposée. Le Pentagone avait su, en Bosnie, utiliser les Croates pour épuiser l'adversaire serbe, avant d'y envoyer des troupes chargées du maintien de la paix ; il a su, cette fois, utiliser l'Alliance du Nord pour ménager ses propres troupes.

Les enquêtes d'opinion rendent bien compte de la vigueur du patriotisme américain, de l'effet classique du *rally around the flag* (ralliement au drapeau) en temps de guerre. Le 9 octobre 2001, d'après un sondage d'*ABC News* et du *Washington Post*, Bush atteignait des sommets de popularité inégalés dans l'histoire des États-Unis. Avec un taux d'approbation de 92 %, il faisait mieux que Reagan, mieux que son père au lendemain de la guerre du Golfe et aussi bien que Roosevelt en 1938. Un mois plus tard, le 8 novembre, 82 % des Américains approuvaient toujours la politique de Bush. À la même date, 90 % des Américains soutenaient l'action militaire des États-Unis, dont 75 % « fortement ». Avant même les premiers assauts sur Mazar-e-Charif, 85 % des répondants estimaient que la campagne militaire en Afghanistan se déroulait « bien ».

On était donc sorti de l'ère post-vietnamienne pour entrer dans l'ère des convictions, des certitudes et du patriotisme musclé. Le meilleur indicateur du tournant patriotique américain est l'extrême faiblesse des courants critiques et des mouvements pacifiques, dont la presse française exagère démesurément l'importance. Les dirigeants les plus influents du Parti démocrate – Richard Gephardt, le leader de la minorité à la Chambre des représentants, et Tom Daschle, le leader de la majorité au Sénat – n'ont cessé d'exprimer un soutien total à la politique de George W. Bush. L'urgence et les nécessités du moment repoussaient aux calendes grecques le débat politique interne. Dans un autre registre, le féminisme n'était plus de mise : les hommes, les gros bras, étaient de nouveau à la mode. Les vrais héros n'étaient plus les acteurs d'Hollywood, les stars du rap et de la techno ou les champions des équipes sportives, mais les pompiers, les policiers, les soldats des *special forces*. Les enfants eux-mêmes étaient prêts à prendre la relève, comme ce petit garçon d'une classe de sixième d'une école publique de la capitale, cité par le *Washington Post* : « J'ai peur, parce que mon papa va peut-être partir en guerre. Il est aviateur. On pourrait tirer sur son avion et le faire tomber. Eh bien, si on fait mal à mon papa, j'irai faire la guerre : je leur ferai sauter la tête et j'irai tuer Ben Laden ! »

Signe des temps qui changent, les *peaceniks*, qui furent à la pointe du combat pacifique contre la guerre du Vietnam, sont devenus de bons patriotes. Lee Weiner, l'un des Chicago Seven, s'est enfin conformé à la majorité en accrochant pour la

première fois de sa vie un drapeau sur la façade de sa maison ; Stew Albert, l'un des fondateurs du mouvement *Yippies* (Youth International Party), vieil opposant à toutes les guerres américaines, du Vietnam à la guerre du Golfe, admettait, dans un entretien au *Wall Street Journal* (19 septembre 2001), que la riposte aux événements du 11 septembre devrait être nécessairement violente, quoi qu'en disent ses amis pacifistes de l'Oregon. Bob Joondeph, avocat, militant des droits civiques et ancien étudiant pacifiste, jadis chassé de l'université Brown pour avoir organisé un boycottage des recruteurs de l'armée, expliquait bien, dans le même journal, la signification du tournant patriotique du 11 septembre : « Ce qui se passe aujourd'hui ressemble plus à la Seconde Guerre mondiale qu'à la guerre du Vietnam. À l'époque du Vietnam, nous intervenions au milieu d'une guerre civile, nous envahissions un pays avec des objectifs qui me semblaient bien abstraits. Ici, rien n'est abstrait avec le meurtre de cinq mille personnes au cœur de notre plus grande ville... En fin de compte, il faudra bien réagir et cela sera nécessairement violent ».

Autre signe des temps : Chelsea Clinton, élève modèle qui suit sagement les traces de son père en poursuivant ses études à Oxford, révèle une mentalité bien différente de celle de la génération de ses parents. Bill Clinton avait prolongé ses études en Angleterre pour éviter la conscription, et ses adversaires politiques lui ont souvent reproché d'avoir participé, à l'étranger, à de nombreuses manifestations de protestation contre la guerre du Vietnam. Sa fille, au contraire, se déclare surprise par ses camarades anglais dont elle supporte difficilement l'anti-américanisme. Elle se sent, au plein sens du terme, patriote et américaine, au point d'aller interrompre, avec un groupe d'amis, une manifestation pacifiste locale en y déployant un grand drapeau américain et en y chahutant les orateurs qui évoquaient les « victimes innocentes » des bombardements sur l'Afghanistan... Le pacifisme américain a décidément beaucoup perdu. Il survit, certes, à Berkeley qui a réussi à mobiliser, en octobre, quelque deux mille manifestants pacifistes. Deux mille sur un campus de trente mille étudiants, réputé de gauche ? C'est bien peu, et dérisoire à l'échelle de l'Amérique !

On ne peut, enfin, évoquer le tournant patriotique américain sans signaler sa dimension religieuse, parfois officialisée par des « messes » œcuméniques réunissant les leaders politiques et les représentants des principales religions, comme à la National Cathedral (épiscopaliennne) de Washington, trois jours après l'attaque de septembre. Cette dernière cérémonie se concluait par le *Battle Hymn of the Republic*, dont tous les élus du Congrès, cinq anciens présidents, le président Bush et ses ministres reprirent à l'unisson le cinquième verset : « De même qu'Il [le Christ] mourut pour sanctifier les hommes, périssons à notre tour pour rendre les hommes libres »¹. Comprendons-le bien : la référence est chrétienne, mais il ne s'agit pas là d'un appel à la croisade (même si ce mot malheureux a échappé une fois au Président au lendemain des attaques du 11 septembre). L'évangélisme professé par Bush

(« chrétien régénéré » converti par Billy Graham) est une religion éminemment patriotique parce qu'elle est œcuménique, au point d'englober toutes les religions y compris l'islam. Suivant les conseils d'un brillant professeur de droit, catholique conservateur de formation thomiste, David Forte, Bush ne cesse, en effet, de répéter que le véritable islam est une religion de paix et cite à l'occasion des versets du Coran en prenant un ton d'exégète²... Ces pieuses manifestations d'universalisme religieux renforcent sans doute la popularité d'un président « modéré même en temps de guerre ». Mais rien n'indique, à ce jour, que Bush et son gouvernement aient fait l'effort de comprendre la nature et la complexité du monde arabo-musulman. Le patriotisme, même modéré, reste manichéen ; il réduit la scène du politique à l'ancestrale opposition : amis/ennemis³. ■

1. Composé par Julia Ward Howe pour les troupes de l'Union au début de la guerre de Sécession (1861), le *Battle Hymn of the Republic* n'est, en général, chanté qu'en temps de guerre. Le cinquième verset, dans sa version politiquement correcte, remplace « périssons » (*let us die*) par « vivons » (*let us live*). C'est bien la version originale qui fut chantée à la cathédrale nationale. Voir George F. Will, « Battle Hymn », *Washington Post*, 21 septembre 2001 et « Battle Hymn », éditorial non signé du *Wall Street Journal*, 18 septembre 2001.

2. Franklin Foer, « Blind faith », *New Republic*, 22 octobre 2001. David Forte, observe Foer, est un orientaliste amateur, membre de la Heritage Foundation, professeur de droit à Cleveland-Marshall College of Law, auteur d'un ouvrage sur le droit islamique qui fait remonter les origines du fondamentalisme islamique à la secte des kharijites, mais ignore tout des courants wahhabites, pourtant très influents en Arabie saoudite, au Pakistan et en Afghanistan. Bush visite fréquemment des mosquées et, d'après Foer, se dit particulièrement fier de posséder un exemplaire du Coran offert par l'imam Muzammil H. Siddiqi du Washington Islamic Center.

3. « Une planète définitivement pacifiée, écrivait Carl Schmitt, serait un monde sans discrimination de l'ami et de l'ennemi et par conséquent un monde sans politique ». Dans *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 1992, p. 73.